

ORLÉANS, le **21 NOV. 2025**

Monsieur le Directeur,

Par arrêté du 7 août 2024, votre société, pour son établissement situé à DONNERY, a été mise en demeure d'une part, de canaliser les granulés plastiques et de prévenir leur dispersion, et d'autre part, d'évacuer les boues déposées à proximité des bassins et de justifier leur absence d'impact sur l'environnement.

Les documents que vous avez transmis le 7 octobre 2024 ont répondu à ces obligations. L'arrêté préfectoral susvisé est donc devenu sans objet.

Enfin, concernant l'impact des boues sur l'environnement, je vous informe que vous devez conserver la totalité des études et des résultats d'analyses des sols sur lesquels les boues ont été déversées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Pour la Préfète et par délégation,
le Directeur adjoint**



Nicolas GUILLET

Monsieur le Directeur
Société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
ZI Flein
45450 DONNERY